L'AMI DU CLERGÉ

REVUE

DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLESIASTIQUES

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE (6e Série)

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE

DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON — ECRITURE SAINTE
PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE

TOME CINQUANTE-DEUXIÈME
(Janvier à Décembre 1935)

205
A51ba
v.52

EX LIBRIS PROVINCIAE
PRO STUDIO THEOL.
S.S. CORDIS JESU

LANGRES
Imprimerie de l'*AMI DU CLERGÉ*, 4, rue Claude-Gillot
MCMXXXV

52e ANNÉE (6e SÉRIE) N° 1 9520 3 JANVIER 1935

L'AMI DU CLERGÉ

Paraît à Langres tous les Jeudis

Mgr F. PERRIOT
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
FONDATEUR

Mgr A. ROZIER
Prélat de la Maison de Sa Sainteté
Docteur en Théologie, Chanoine titulaire de Langres
DIRECTEUR

MON VŒU UNIQUE POUR 1935

« *Mihi autem adhærere Deo bonum est...* » Puisque l'auteur inspiré déclare que cela est bon, je souhaite à tous ceux qui liront ce petit mot d'en goûter la suavité durant chaque jour de l'année 1935. L'union à Dieu, ce sera le bonheur de la vie éternelle, et c'est déjà le bonheur de la vie présente. C'est la condition de notre vie intérieure ; c'est aussi « l'âme » de notre apostolat, quelle qu'en soit la forme.

Daigne donc Celui dont nous sommes les prêtres nous prendre au mot pour exaucer la prière que nous lui ferons chaque matin au saint autel : « *Fac me tuis semper inhærere mandatis, et a te nunquam separari permittas.* » Plus on avance dans la vie, mieux on se rend compte que cela seul vaut.

A. Rozier,
Directeur de l'*Ami du Clergé*.

Langres le 28 décembre 1934.

Causerie de l'AMI sur les "Revues"

SOMMAIRE

I. La transformation du IIIe Reich en IVe Reich. — Ce qui s'est passé en Allemagne au 30 juin, puis au 2 août, et enfin au 19 août. — II. La pédagogie hitlérienne. — L'emprise du nazisme sur la jeunesse allemande. — III. La résistance des catholiques. — La résistance protestante. — IV. Que faut-il penser de la relation de cause à effet entre la Réforme luthérienne et la Révolution française ?

I

« L'avenir est à Dieu ! » Ce mot est celui que Victor Hugo, en des vers fameux, oppose, en un mouvement lyrique saisissant, aux calculs et aux ambitions de Napoléon. Nous pouvons bien le répéter, aujourd'hui, en face des inquiétudes grandissantes du monde actuel. Chacun sent qu'il se prépare quelque chose. Quoi exactement ? Nul n'en sait rien. Mais ce que l'on sait, c'est que l'inconnue la plus formidable des problèmes d'aujourd'hui se trouve dans les événements d'Allemagne. Que se passe-t-il là-bas ? Un homme très averti et que nous avons déjà cité plus d'une fois en ces Causeries, M. Wladimir d'Ormesson, a essayé de nous le dire dans un article fortement pensé et écrit (*Revue de Paris,* 1er novembre 1934), sous ce titre déjà fort significatif : *Le Quatrième Reich.*

Ce titre, disons-nous, est déjà fort significatif. Nos lecteurs auront compris pourquoi. C'est qu'il était d'usage, jusqu'à présent, d'appeler le Reich d'Hitler le « troisième Reich. » Dire qu'il y a dès maintenant un « quatrième Reich, » c'est dire que l'Allemagne a vu s'accomplir, sous la domination d'Hitler, une Révolution qui a changé l'orientation du pays allemand, du tout au tout. Et cette Révolution allemande s'est passée principalement dans la pensée d'Hitler lui-même.

A vrai dire, cela était à prévoir. Hitler appelait son parti : national-socialiste. Il y avait dans cet assemblage de mots, jusque-là tenus pour quasi contradictoires, un assemblage d'idées disparates, dont l'une devait presque nécessairement prendre le pas sur l'autre. De même que le communisme russe n'a rien changé à l'impérialisme russe et n'empêche nullement les Soviets de reprendre, pour leur compte, les idées du tsarisme sur le terrain de l'expansion économique russe, de même le socialisme d'Hitler n'a rien changé au pangermanisme d'où est sorti le conflit mondial, il y a vingt ans. Des deux adjectifs « national » et « socialiste, » l'un devait manger l'autre. Et c'est ce qui est arrivé, ainsi que nous l'explique fort pertinemment M. d'Ormesson.

« Trois dates, écrit-il, dominent l'évolution du régime hitlérien, au cours de l'année 1934, et ces trois dates représentent un tournant décisif de l'histoire de l'Allemagne elle-même : le 30 juin, le 2 août, le 19 août. »

Que s'est-il donc passé exactement le 30 juin ? Après avoir tâtonné, en raison des informations contradictoires et insuffisantes que l'on possédait, on est à peu près fixé aujourd'hui. Un premier point est assuré : c'est que le « complot » dont il a été question dans les messages officiels d'Allemagne, n'a jamais existé, même à l'état d'ébauche.

Ce prétendu complot va rejoindre dans l'histoire celui qui servit de prétexte à Bonaparte et aux « brumairiens » pour accomplir le célèbre coup

d'Etat où s'effondra le Directoire. Ni Rœhm, ni Schleicher, ni aucune des personnalités qui furent arrêtées et fusillées, sans jugement, le 30 juin, n'avaient ourdi la moindre conspiration. Lorsque le Chancelier a annoncé en plein Reichstag qu'il avait étouffé une conjuration, au moment précis où il allait être atteint lui-même, il a sciemment menti et il a falsifié les faits. Du reste, un complot était moralement impossible entre les hommes que l'on a voulu y englober. Rœhm n'avait rien à voir avec Schleicher et ni l'un ni l'autre n'avaient de rapports avec les hautes personnalités catholiques qui furent victimes de la brutale et sanglante répression, ou plutôt de la cynique exécution.

Non seulement Rœhm ne conspirait pas, — et l'on sait que de tous les vaincus du 30 juin il était le personnage le moins intéressant, — mais il attendait son ami Hitler à déjeuner, dans sa villa de Wiessee. « Je puis même, écrit M. d'Ormesson, indiquer ce fait qui prouve bien le caractère familier que devait avoir cette rencontre : Rœhm avait commandé un menu végétarien en l'honneur de son hôte. »

Or, s'il n'y a pas eu complot, qu'y a-t-il donc eu ? A peu près ce qui se produisit pour Bismarck, quand il dut opter entre l'alliance russe et l'alliance autrichienne. Cela aussi fut décisif dans la suite des événements des cinquante dernières années. Eh bien ! Hitler a eu à opter entre l'idée nationaliste et l'idée socialiste. Il a eu à choisir entre deux mystiques. Et son choix a dû se traduire dans les faits. Entre la République et la monarchie, les conventionnels avaient mis le sang d'un roi. Entre ses amis de la veille et ses amis d'aujourd'hui, Hitler a mis une flaque de sang énorme. On sait qu'il fut annoncé officiellement qu'il y avait eu 77 victimes. On a la certitude actuellement qu'il y en a plus de 1100, sans parler de celles que l'on n'a pas encore pu identifier !

« A l'origine de toute cette affaire,

on trouve la brève croisière que le Chancelier fit à bord d'un croiseur dans la Baltique, au printemps dernier. C'est là qu'est le véritable tournant du régime hitlérien et des événements qui se sont succédé depuis lors. Sur ce navire de guerre, Hitler s'était rencontré avec certains chefs de l'armée et de la marine. Au cours des conversations qui s'engagèrent, ces chefs firent comprendre au Chancelier qu'ils le soutiendraient, corps et âme, mais à la condition qu'il imprimât une direction très nette à sa politique sur deux plans distincts. Un plan de politique générale. Un plan de politique militaire. Sur le plan général, les dirigeants de la Reichswehr exigeaient que le Chancelier donnât définitivement au III^{e} Reich un coup de barre à droite, qu'il se débarrassât des tendances socialistes de son programme et des hommes qui les représentaient. Sur le plan militaire, ils demandaient plus âprement encore que leur autorité fût sans partage, qu'on en finît avec les ridicules prétentions militaires de cette soi-disant armée brune qui ne faisait que créer du trouble, de la confusion en Allemagne et desservir, en pure perte, les intérêts extérieurs du Reich. Ils s'opposaient à ce que les crédits militaires affectés à la Reichswehr fussent réduits au profit des milices hitlériennes. Ils refusaient enfin l'incorporation automatique des miliciens dans la Reichswehr et entendaient rester maîtres de son recrutement. »

On comprend cette dernière clause. Les chemises brunes comptaient entrer en masse dans l'armée et comme elles avaient la majorité, elles espéraient modifier, au profit du socialisme, l'esprit de l'armée nouvelle. Mais les grands chefs militaires ont senti le péril. Ils veulent faire un filtrage, moins des hommes sans doute que des cadres. Ils veulent que l'armée de demain garde l'ancien esprit de l'empire. Le pangermanisme a vaincu le socialisme.

Hitler a-t-il eu beaucoup de peine à entrer dans ces vues ? Nous ne le croyons pas. Nous ne croyons pas, du reste, que la pensée d'Hitler soit bien arrêtée et bien claire. Nous avons dit et répété qu'il ne présente aucun des caractères des hommes d'Etat. Pas trace de génie dans cet homme, si ce n'est le génie verbal, la puissance d'expression grâce à laquelle il traduit les rancœurs, les rages, les ambitions, les déceptions, les aspirations violentes et à demi-inconscientes d'une Allemagne aigrie par sa défaite, ruinée par ses aventures monétaires, exaspérée par le chômage et les souffrances de la crise économique.

On comprend sans peine les services qu'il pouvait apporter au parti militariste allemand. Son ignorance diplomatique le rendait capable de faire litière de toutes les conventions internationales, de renier toutes les signatures, et son cynisme foncier l'encourageait dans cette voie. Il entrait donc sans résistance dans les vues du pangermanisme. Et d'autre part, sa puissance d'emprise sur les masses le rendait plus capable que personne de servir d'intermédiaire entre un Etat-Major peu enclin à manier les masses par des moyens psychologiques, et la nation allemande.

En deux mots, le marché conclu entre Hitler et la Reichswehr a été le suivant : Donnant, donnant ! Nous vous donnons le pouvoir, donnez-nous le peuple allemand pour les fins que nous poursuivons, qui sont *la revanche,* la remise en marche des grands desseins d'hégémonie universelle que la doctrine pangermaniste appuie sur la supériorité évidente de la race germanique sur toutes les autres races.

A en juger par les événements qui ont suivi cet accord, Hitler a dirigé son activité vers deux points essentiels : la suppression de toute résistance politique, — la suppression de toute résistance religieuse.

La résistance politique s'incarnait en quelques hommes : Rœhm et ses amis, — Schleicher, — von Papen.

De là, en premier lieu, la suppression de Rœhm et de tous ceux que l'on pouvait soupçonner de vouloir le venger ou le continuer.

Von Schleicher était un second centre, autour duquel se groupaient ou pouvaient se grouper des mécontents. Il n'avait sûrement rien de com-

mun avec Rœhm. Il a dû sa mort à la méfiance du Chancelier. On ne lui reprochait aucun crime. Ce fut une exécution « préventive » [1].

Von Papen était autrement difficile à atteindre. Il représentait l'opposition de droite, et aussi l'opposition catholique. Il était l'ami de von Hindenburg. A la mi-juin, il avait prononcé à Marburg un discours qui avait causé une profonde sensation. Ce discours n'avait pas été composé par von Papen lui-même, mais par son secrétaire, von Yung. Le vice-chancelier le tenait dans sa serviette depuis plusieurs semaines. Il l'avait même fait approuver par le maréchal-président du Reich. Peu après l'éclatement de cette bombe, von Papen s'était rendu aux courses à Hambourg. Il y avait été l'objet d'une véritable ovation. Cela méritait un sévère avertissement. Hitler ne pouvait pardonner, lui, l'orateur allemand par excellence, un succès oratoire aussi éclatant et dont il n'était point le héros. Jalousie de métier, crainte obscure, défiance instinctive, il faudrait un Tacite pour décrire tout cela.

Cependant, la Reichswehr eût difficilement admis que l'on touchât à von Papen. Hitler fut donc contraint de lui laisser la vie, mais il fit passer le vent de la mort sur sa tête. Von Papen fut gardé à vue pendant deux jours et l'on fusilla froidement ses deux collaborateurs les plus intimes, dont von Yung, l'auteur du discours de Marburg.

Enfin, pour donner un avertissement aux catholiques, Hitler fit également assassiner M. von Clausener, le chef de l'Action catholique populaire de Berlin.

Tout cela, « massacre de précaution », dit M. d'Ormesson, exécution préventive, avons-nous dit. « Les exécutions se poursuivirent pendant plusieurs jours et beaucoup de femmes, qui avaient vu leurs maris sortir le matin de chez eux en parfaite santé ne les ont jamais vu revenir. Si, pourtant ! On avait en haut lieu la touchante sollicitude de renvoyer à ces épouses les cendres de leurs maris dans une petite jarre. C'est de cette façon qu'elles apprenaient leur veuvage... »

Quelle effroyable pression doit donc se faire sentir dans ce pays, quelle terreur doit y régner pour que la férocité de tels procédés n'y ait pas soulevé des cris d'horreur, ou pour que ces cris aient été à ce point étouffés que nul n'en ait rien entendu au dehors ! « Il reste, comme le dit très bien M. d'Ormesson, que la journée du 30 juin éclabousse l'Allemagne et le IIIe Reich d'une mare de sang qui ne séchera pas de sitôt. »

Nous ne sommes pourtant pas tout à fait de l'avis du distingué auteur de ces lignes, dans les conclusions qu'il en faut tirer au sujet de l'appréciation d'Hitler. « On l'imagine souvent, dit-il, comme un tribun sentimental, mystique, sincère et confus. En réalité, Hitler possède une volonté de fer, un esprit de décision explosif, une duplicité à nulle autre pareille. Il trompe d'autant plus son monde que son attitude extérieure donne le change. On le croit tout d'une pièce, il est double. On le croit avant tout ardent, alors qu'il est avant tout rusé. »

Certes, il y a une part, une très grande part de vérité dans ce portrait. Rusé, double, nous sommes bien d'accord sur ce point avec M. d'Ormesson, au sujet d'Hitler. Ce que nous ne pouvons admettre, c'est « volonté de fer », « esprit de décision explosif ». En fait de volonté, chez cet homme, il y a surtout une impulsivité maladive, et c'est ce qui revêt les apparences de l'esprit de décision explosif. C'est un faible. La violence est toujours la marque de la faiblesse. La véritable force est calme, maîtresse d'elle-même. Et puis, un homme qui est capable de tromper, de trahir, de tuer ses meilleurs amis, cet homme-là n'est pas un homme de volonté, mais de passion, un homme qui est esclave de ses ambitions, de son orgueil, de sa rage de commander, de sa peur peut-être en face de rivaux possibles. Ce n'est pas un homme qui est sûr de son droit. Nul ne le menaçait. Ou il estimait que ses amis étaient des gens intelligents, fidèles, capables de le comprendre, de le suivre, de l'aider peut-être dans l'évolution qu'il rêvait, et alors il devait tout tenter pour se faire comprendre. Ou il était convaincu qu'il avait affaire à de dangereuses brutes (ce qui, pour quelques-uns d'entre eux, ne fait pas de doute), et alors en les condamnant sommairement, il se met à leur niveau, il se juge lui-même, il agit en brute féroce avec des êtres de son acabit. De toute façon, le mépris des formes de la justice, la volonté arrêtée de faire disparaître des innocents avec des coupables, la manière choisie pour parvenir à ses fins, les scènes d'assassinats qui ne furent pas même des assassinats juridiques, le chiffre des victimes, tout concourt à proposer cet homme à l'exécration des hommes.

Par contre, nous croyons que M. d'Ormesson a raison quand il conclut :

« Nous pouvons avoir la certitude que si Hitler se sentait en mesure de déclancher la guerre en Europe, avec 75 chances o/o de la gagner, il la déclancherait demain et sans doute la crise hongro-yougo-slave lui en fournirait-elle l'occasion. Son pacifisme actuel n'est qu'un moyen d'attente. Mais cette guerre, il la déclancherait alors, sans le moindre avertissement, inopinément, en quelques heures, comme les sous-marins japonais attaquèrent les croiseurs russes à Port-Arthur. L'affaire du 30 juin et la manière dont elle a été menée doivent être, à cet égard, méditées dans tous les pays. Quand un chef de gouvernement est capable, pour surmonter les difficultés qui l'assaillent, pour parer à des périls non pas certains, mais simplement éventuels, de procéder à de tels massacres vis-à-vis de ses propres compatriotes,

[1] On sait que le pangermanisme admet aussi la « guerre préventive ». Telles sont les mœurs nouvelles du monde politique allemand ! Retour à la barbarie, retour aux pires pratiques des tyrannies païennes ! Il ne peut rien y avoir de plus odieux que cela et Machiavel lui-même n'a probablement pas poussé sa doctrine dite « réaliste » jusqu'à ce point ! Nous sommes en tout cas aux antipodes du christianisme ou même de la simple humanité.

c'est qu'il est également capable de n'importe quoi vis-à-vis de n'importe qui. La vie humaine, dans ses calculs, ne compte pas... »

C'est le cas de se rappeler ce principe essentiel du pangermanisme : Les lois de l'Evangile ne sont pas faites pour les relations entre les peuples. Jusque-là, les dirigeants allemands soutenaient encore qu'elles étaient au moins faites pour les relations entre les individus et les familles. Au Moyen-Age, l'Empereur cherchait à se poser au-dessus du pape ; c'était au fond une tentative pour placer la politique au-dessus et en dehors des lois de la morale chrétienne. Aujourd'hui, un Hitler se pose d'emblée au-dessus des scrupules innés à toute conscience humaine. Jamais Machiavel n'eut de disciple plus cynique.

Jamais non plus le suffrage universel, jamais la fierté de tout un peuple n'ont été bafoués d'une façon plus ignoble que dans les événements qui ont suivi le massacre du 30 juin.

On sait en effet ce qui s'est produit. Le 25 juillet, une tentative de Révolution était lancée en Autriche. Personne ne doute que l'Allemagne ait été mêlée au jeu. Les dénégations d'Hitler n'ont trompé personne. Il est sûr que le putsch autrichien a été préparé en Allemagne, qu'il a été favorisé par l'Allemagne, qu'il était dans les plans d'Hitler, et que, s'il avait réussi, Hitler se serait paré du succès comme d'un triomphe personnel. Mais il a échoué. Dollfuss est mort en martyr de l'indépendance de son pays. L'Italie a montré les dents ; et comme l'Italie n'était pas seule, que la France, l'Angleterre, la Russie, la Petite-Entente, en un mot l'Europe presque entière aurait fait bloc instantanément pour s'opposer à l'*Anschluss* même dissimulé et camouflé, Hitler et les siens ont dû reculer, mentir, désavouer, frapper des comparses. N'empêche que cela ne pouvait guère accroître le prestige d'un tel homme.

Mais voici que le vieil Hindenburg, très diminué depuis quelque temps dans ses facultés mentales, vient à disparaître, le 2 août. Hitler touche alors le salaire promis par la *Reichswehr*. Il se pose en héritier de la pensée d'un homme qui l'avait toujours combattu et qui, en approuvant le discours de Marburg, avait manifesté peu auparavant son inquiétude au sujet des méthodes et des visées d'Hitler. Aucune voix ne s'élève pour le contredire : la terreur ferme toutes les bouches. C'est que l'armée est derrière et ses chefs estiment qu'ils ont avantage à conserver au premier rang le fantoche dont ils tiennent les ficelles. Pour ne pas admettre cette version, la seule logique et claire, il faudrait admettre que Hitler est devenu le maître de l'armée elle-même et que tous les chefs de cette armée tremblent devant lui comme le reste des sujets. Or, cela est impossible. Hitler était suspect à cette armée. Il avait tout à craindre d'elle. Il a eu à opter. La mesure de ses craintes nous la tenons dans le sang versé. De même que la tête de Louis XVI est tombée pour qu'entre les révolutionnaires le sang d'un roi formât un pacte infrangible, de même les 1.100 victimes du 30 juin constituent le contre-poids des terreurs d'Hitler en face de l'armée, le sang qu'il a fallu verser pour avoir droit à la tolérance de ce pouvoir occulte, mais irrésistible.

Cela bien compris, tout le reste se comprend sans peine. Hitler escamote tous les pouvoirs. Il reste chancelier, à la barbe des amis intimes qui l'auraient volontiers poussé à la présidence d'Empire, pour prendre la chancellerie à leur tour. Au lieu de passer la main à Gœring ou à Gœbbels, ses odieux satellites. il garde tout pour lui. Il aura à la fois le commandement suprême et le contrôle présidentiel sur ce commandement. Même l'illusion que ce contrôle présidentiel pouvait maintenir va disparaître. Hitler réunit dans sa main le pouvoir d'un Bismarck et celui d'un Guillaume II, et il n'a en face de lui aucun contre-poids. Le Reichstag, élu sous le signe du nazisme, ne contient que des serviteurs dociles. Jamais omnipotence plus totale n'a été réalisée par un homme. Et la grande consécration de cette omnipotence est le serment de fidélité de l'armée prêté sans objection ni résistance d'aucune sorte, à la demande des généraux et des officiers, par tous les soldats. Une telle facilité dans le triomphe des ambitions d'Hitler marque, de toute évidence, un consentement préalable, un dessein formé à l'avance par les intéressés. Comment une armée toute-puissante, une armée qui, depuis le 30 juin, depuis la disparition des Chemises brunes, n'a plus de rivale en Allemagne, s'inclinerait-elle ainsi, sans délai comme sans opposition, au pouvoir d'un rhéteur, si ce rhéteur ne lui avait fait des promesses, comme les empereurs de Rome en faisaient aux prétoriens, sans lesquels leur pouvoir n'eût été qu'une ombre vaine ? Il faudrait que toutes les lois de la psychologie humaine fussent déclarées fausses pour que l'on en puisse juger autrement.

Mais la Reichswehr avait besoin de savoir si vraiment l'opinion publique, dont un officier prussien se moque comme de sa première culotte, demeurait groupée autour du nom de celui qu'elle ne garde que comme le centre de la mystique populaire. Si l'idole était démonétisée, la Reichswehr ne lui garderait pas longtemps ses hommages. Cette idole ne vaut, pour ses dirigeants, que dans la mesure où la mystique se maintient autour d'elle. Hitler ne compte pour ceux qui l'ont fait prisonnier de leurs desseins qu'autant que, par lui, ils tiennent la foule anonyme dont l'armée ne peut se passer.

De là, l'utilité du plébiscite. Hitler n'était pas fâché de savoir où il en était. Le nombre de voix qu'on lui donne, c'est la garantie de la stabilité de son pouvoir. Il désirait le plébiscite et les chefs de l'armée le désiraient aussi. De part et d'autre, un égal mépris du peuple se manifestait. Faire approuver par une nation des actes tels que le

massacre du 30 juin, l'attentat contre Dollfuss du 25 juillet, l'accaparement de tous les pouvoirs, le 2 août, l'hypocrisie des hommages rendus à Hindenburg, alors que l'on avait hâté sa mort, c'était vouloir déshonorer cette nation, c'était dire que la terreur peut et doit avoir raison de la conscience publique et obtenir de tout un peuple l'approbation des crimes les plus honteux. Non seulement Hitler et la Reichswehr n'hésitèrent pas à solliciter les suffrages laudatifs de toute l'Allemagne, mais ils pesèrent de tout leur poids sur ces suffrages eux-mêmes.

L'intervention de la Reichswehr est surtout claire dans l'affaire du testament d'Hindenburg. C'était en effet une certitude de notoriété publique que le vieux maréchal n'approuvait pas la politique d'Hitler, qu'il se faisait même volontiers le centre des oppositions à cette politique. On pouvait donc craindre, dans l'entourage d'Hitler, que la publication inopportune de quelque document émanant du grand soldat ne vînt jeter le discrédit sur le Führer. De fait, quand une note officieuse annonça d'abord qu'il n'y avait pas de testament, les gens avisés purent dire : « On l'a étouffé, Hitler a de nouveau donné des gages. » Mais ce n'était sans doute pas assez pour Hitler d'obtenir le silence des amis d'Hindenburg. Il le fit comprendre aux chefs de la Reichswehr, et dix jours après la mort du maréchal, on retrouva le testament que l'on avait dit ne pas exister. Et ce testament, qui contenait du reste des parties authentiques, — celles où Hindenburg parlait de lui-même, — se trouva contenir, par miracle, non seulement une approbation de la politique d'Hitler, mais un pressant appel au peuple allemand en sa faveur.

« Il s'agit là, de toute évidence, d'un truquage et d'un marchandage. Quand on sait, en effet, à quel point le Maréchal vivait en intimité avec son fils le colonel von Hindenburg et le rôle que jouait ce dernier auprès de son père, on ne peut admettre un seul instant que le colonel ne savait pas si, oui ou non, le Maréchal avait rédigé un document d'une telle importance politique. »

On présume que le colonel, qui est aux mains des hitlériens pour des raisons fiscales peu reluisantes, a dû négocier avec Hitler pour sortir au moment opportun une pièce qui lui est aussi favorable. Le truquage est gros, mais ni Hitler ni ses partenaires de jeu n'ont une très haute idée de l'esprit critique de leurs compatriotes. L'Allemagne a été le pays de l'*hypercritique* en matière biblique et évangélique. Mais elle n'est pas le pays de la critique sage, judicieuse, modérée, rationnelle et logique, en un mot de la critique tout court. On appelait Luther, le grand allemand, « le Docteur hyperbolique ». Il y a toujours quelque chose de démesuré dans l'esprit allemand.

Il y avait dans le testament du Maréchal un passage instituant Hitler son successeur. « Ce passage est certainement apocryphe ou du moins falsifié. Il est probable que ce service ne fut rendu par les amis du Maréchal à Hitler que contre des garanties précises et sûres. » Ce fut du reste von Papen qui remit à Hitler ce document capital pour lui. Et cela explique la rentrée en grâce de von Papen.

Malgré tout, les résultats du plébiscite furent loin, très loin d'être ce que désiraient les hitlériens. Les chiffres qui ont été publiés à ce sujet sont certainement inexacts. Les preuves de ce fait se multiplient de jour en jour. M. d'Ormesson se contente d'émettre un doute à ce sujet : « Peut-être cependant, dit-il, les chiffres du scrutin ne sont-ils pas aussi sûrs qu'on l'a dit ? Je tiens de source certaine qu'un des dirigeants hitlériens, se sentant en voie de confidences avec un étranger qu'il prenait pour un ami, lui avait dit, quelques jours avant le scrutin : « Nous ne tolérerons pas plus de 10 % de *non*. »

Cette parole est significative. Et voici des faits prouvant qu'elle a été appliquée. La « Feuille d'information des Bataillons d'assaut des Marches de l'Est » en Autriche, cite le cas que voici qu'elle atteste parfaitement véridique et tout à fait significatif. La chose se passe dans un petit village de Bavière. Le maire avait été prévenu, comme tous ses collègues, que le chiffre des *non* ne devait pas dépasser telles limites. Dans l'espèce, le chiffre indiqué était 19. Or, en fait, il y eut 229 *non*. Le maire est désespéré. Que faire ? Il s'entend avec le curé de la paroisse et le chiffre de 19 n'est pas dépassé dans la proclamation du scrutin. L'un et l'autre avaient la conviction qu'ils épargnaient à leur village « un bain de sang ».

Il n'est pas douteux que des faits de ce genre se soient produits dans tout l'empire et sur une vaste échelle.

Nous ne serons donc pas dupes des chiffres annoncés triomphalement au monde. Les dirigeants hitlériens savent sûrement à quoi s'en tenir. Nous dirons plus loin ce que sont les sentiments de la population catholique.

M. d'Ormesson se demande en terminant son étude quel est désormais l'avenir de l'Allemagne. Adolphe Hitler est le seul maître du pays, en apparence du moins. Avouerons-nous que nous préférons savoir cet homme entre les mains des chefs de l'armée ? Nous n'avons aucune confiance dans son intelligence politique, dans son esprit de clairvoyance, dans ses qualités d'homme d'Etat. Il n'a ni philosophie, ni génie d'aucune sorte, si ce n'est le génie verbal d'un tribun aux lieux communs violents et barbares. On pourrait tout redouter de son manque d'adaptation aux réalités historiques, de son déséquilibre mental. Heureusement, il a derrière lui des hommes qui ne sont peut-être pas des gens très profonds hors de leur métier, mais qui ont tout de même le sens des possibilités allemandes et qui ne risqueront pas des aventures dangereuses, avant d'avoir étudié la carte de l'Europe et du monde.

Il semble que l'Allemagne ait modifié son langage depuis quelque temps, et il faut sans doute attribuer ce changement à l'influence des chefs de l'armée. Nous savons qu'ils veulent à tout prix

l'égalité des droits. Il est possible, après tout, qu'ils en fassent plutôt une question de fierté nationale qu'un dessein immédiat de revanche. Cela n'empêche nullement du reste qu'ils jouent un vilain jeu, en se plaçant délibérément au-dessus de la signature donnée, au-dessus des traités conclus. L'atmosphère juridique de l'Europe en demeurera empoisonnée. Il sera et restera acquis que les traités ne sont que des « chiffons de papier ». L'esprit de paix ne fera aucun progrès, aussi longtemps que l'on restera sous le signe du machiavélisme diplomatique, aussi longtemps que la bonne foi ne règnera pas dans les rapports entre les peuples, aussi longtemps que les lois de l'Evangile ne seront pas reconnues aussi valables pour la vie internationale que pour la vie individuelle ou la vie familiale.

Ce qui est à remarquer, c'est que le gouvernement hitlérien est essentiellement le gouvernement d'un homme. Hitler n'est au pouvoir qu'en raison de qualités personnelles, et, en somme, par la faculté qu'il a eue de jouer de la guitare populaire, en exploitant les aigreurs, les déceptions, les aspirations, les anxiétés de son pays. Il n'a construit aucune doctrine viable. La garantie de la durée de son pouvoir, — s'il est permis de prophétiser en cette matière, — c'est que l'on ne sait vraiment pas quoi mettre à sa place. Les institutions parlementaires sont usées ; l'armée n'en veut plus, le pays ne compte guère sur elles et ne les regrette pas. Les socialistes et les communistes sont les seuls qui pourraient remplacer éventuellement Hitler. Mais il les a matés pour longtemps et le temps ne travaille pas en leur faveur. Il resterait la monarchie, mais elle n'est pas encore viable. Et de même qu'en France, au lendemain de 1870, les royalistes ne se soucièrent pas d'introduire tout de suite leur prétendant, parce qu'ils ne voulaient pas le charger de la dure besogne de la restauration du pays, il est vraisemblable que les impérialistes allemands (les chefs de l'armée le sont presque tous) attendent deux choses : 1° la mort de Guillaume II, qui est désormais impossible en Allemagne, et 2° le rétablissement dans le pays d'un ordre économique plus stable que la situation actuelle.

En attendant, Hitler est donc nécessaire. On peut être sûr qu'il ne pèserait pas lourd dans la balance s'il était remplaçable.

L'Europe a joué, pour l'avenir de la paix, la carte démocratique en Allemagne, et elle a perdu. L'Allemagne n'est pas restée démocratique. Il est certain qu'il serait moins dangereux pour la paix que toutes les dynasties déchues soient restaurées à la fois. Hitler a fait un travail très redoutable, en supprimant le particularisme, en unifiant le Reich comme il ne l'a jamais été, en faisant peser sur tout le pays le poids écrasant d'une centralisation intégrale. Le retour des Hohenzollern pourrait difficilement se réaliser sans que les autres dynasties soient restaurées, elles aussi, et en ce cas il se produirait un recul de la centralisation, qui vaudrait mieux pour la paix du monde que la situation actuelle.

Tout ce que l'on doit désirer c'est la cessation de l'isolement allemand, trop favorable aux coups de désespoir, chez un peuple susceptible et aigri. Si l'Allemagne rentrait, au plus vite, dans le circuit international, pour n'en plus sortir, il faudrait s'en réjouir, comme de ce qui peut nous arriver de mieux actuellement.

M. d'Ormesson ne voit le salut que dans « une collaboration internationale fondée sur des principes rigides, des garanties certaines, et une loyauté sans fissure. »

C'est bien ce que nous disions nous-même tout à l'heure. Mais qui nous donnera tout cela ? Ici encore, nous devons répondre : l'Evangile et rien d'autre !

II

Malheureusement, l'Allemagne ne se dirige pas actuellement vers cette solution nécessaire.

Pour raisonner sur l'avenir d'un peuple, il faut voir comment on y élève la jeunesse. C'est un truisme de dire que la pédagogie contient l'histoire de demain [1]. Mais quelle pédagogie applique le régime hitlérien ? Grave, très grave problème ! Il a été traité dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 novembre, par M. L.-A. Fouret. L'article est justement intitulé : *Pédagogie hitlérienne*.

Laissons de côté ce qu'il nous dit de la pédagogie du régime de Weimar. Cette pédagogie était ultra-libérale. C'est contre elle surtout que l'hitlérisme est en réaction violente. Cette réaction fut favorisée « autant par la passivité des masses engourdies dans le mystique espoir d'un renouveau national que par la tacite ou active approbation de nombreux maîtres traditionnalistes, qui n'avaient pas vu sans révolte et subi les innovations de 1925. »

Hitler a beaucoup parlé de pédagogie dans son fameux livre, *Mein Kampf*. Il s'est toujours adressé avec prédilection aux jeunes ; c'est sur eux qu'il fonde tout l'espoir de son parti. Quelques citations textuelles de son livre vont nous donner les directives exactes de la pédagogie imposée par lui à toute l'Allemagne :

« L'intelligence et les connaissances qu'elle peut acquérir, la culture qu'elle peut créer et donner, ne sont pas les facteurs prédominants et essentiels de la valeur d'un peuple ; le degré de culture d'une nation, à une époque donnée, ne permet donc pas de juger de cette valeur.

« *Le corps doit passer avant l'esprit :* le but du pédagogue doit être de former d'abord des corps sains et forts, puis des caractères trempés ; enfin et par surcroît de donner à ses élèves des connaissances utiles.

« Le maître doit aussi, par son enseignement, contribuer à développer chez les enfants cet « ins-

[1] Pour le dire en passant, c'est bien ce qui nous fait trembler en France, depuis cinquante ans, et c'est ce qui nous oblige, nous chrétiens, à redoubler nos efforts pour la diffusion de l'Evangile, afin de neutraliser l'action dissolvante du laïcisme officiel, c'est-à-dire de la pédagogie franc-maçonnique.

tinct grégaire... qui a tant manqué au peuple allemand, » l'habitude d'obéir sans discussion ni murmure à un chef ; l'Université doit déceler et former, en vue de leur futur rôle, les élèves aptes à être des chefs.

« La communauté démotique et raciale, fondée sur la consanguinité aryenne, exige de tous les individus qui la composent le sacrifice le plus complet, *l'individu n'est qu'une unité dans la nation, les droits de celle-ci priment toujours les siens, les droits de l'Etat sur l'enfant priment toujours ceux des parents.*

« L'un des objectifs essentiels de l'éducation est d'imprimer au fer rouge dans le cerveau de l'élève l'idée de race, la conviction des éminentes vertus de la race aryenne, civilisatrice de l'Europe ; le racisme et le national-socialisme doivent imposer leurs principes à toutes les activités spirituelles.

« Toutes les sciences, et notamment l'histoire, doivent être mises au service de l'Etat, contribuer à assurer la permanence du caractère ethnique. L' « objectivité, » l'impartialité scientifique sont des erreurs condamnables, aussi abominables que le pacifisme.

« Il en va de même pour l'art, qui ne doit pas être international, mais raciste et national, contribuer à exalter l'orgueil national, l'orgueil de race. »

Notez que l'on pourrait allonger considérablement ces citations déjà si édifiantes. Or, les principes du Führer, — s'il est permis d'appeler principes des propositions sans fondement, sans preuve, sans attache avec le raisonnement philosophique ou historique, — ont été appliqués avec ferveur par ses acolytes dont le principal a été Gœbbels. Ses discours et ses écrits ont fait sans vergogne le procès de l' « objectivité » et de l'impartialité. Au mépris des traditions allemandes, — car c'est Ranke qui a créé le mot d'objectivité, — il estime que l'on doit pratiquer l'intolérance résolue et constante ; l'hitlérisme exige que tout l'enseignement soit dominé par l'idée raciale, élevée au grade de religion nationale !

Nous avons peine à nous figurer jusqu'où va cette obsession, qui nous apparaît comme pure folie. On ne peut citer tous les documents, qui sont innombrables. Voici du moins deux exemples typiques et probants :

Le Dr Krieck, recteur de l'Université de Francfort, homme considérable par conséquent, a publié un ouvrage intitulé : *Education nationale-socialiste.* On y trouve les passages édifiants que voici :

« Une éducation atteindra son but, qui est de former et de façonner l'homme, dans la mesure où elle pourra le rendre d'abord malléable et plastique... L'art national-socialiste d'émouvoir et d'agiter les masses agit en suscitant et en excitant des forces élémentaires puissantes, et renferme des innovations utiles à une future éducation nationale et politique... Ces états d'excitation intense, extatique, rendent non seulement les sens plus éveillés, l'imagination plus active, les âmes plus fluides, mais les nombreux individus d'une foule rassemblée s'amalgament en une unité spirituelle, en une union sentimentale, en une communauté : la masse devient docile et malléable dans cette excitation spirituelle... Les réformateurs nationaux-socialistes de la pédagogie qui, dans le cadre et dans les conditions de l'école, auront à faire la même chose... ne verront plus Pestalozzi à la lumière de Rousseau. Au fond ces méthodes sont apparentées aux techniques d'estampage et de dressage des âmes que l'Inde a élaborées (système Yoghi et méthodes des cloîtres bouddhistes)... »

Cette analyse de la méthode ne considère que la *forme*. Elle met en relief l'efficacité de la méthode hitlérienne. Hitler a découvert ou perfectionné un procédé d'action sur les masses, en jouant sur le clavier sentimental, comme un habile pianiste sur les touches de son instrument. La pédagogie doit s'inspirer de ses procédés pour faire sur les élèves ce que Hitler fait sur les foules. Il s'agit évidemment d'une méthode merveilleuse de « bourrage de crâne » collectif.

Mais considérons maintenant *le fond*. Armés d'une méthode aussi puissante, que doivent enseigner les maîtres de l'école nationale-socialiste ?

Nous allons l'apprendre en recourant à notre second exemple, qui est l'énumération de titres de sujet de rédactions proposés aux élèves de l'enseignement secondaire, et extraits d'un « livre du maître » intitulé : *L'éveil de l'Allemagne, cent sujets et plans de rédaction,* par le Dr Paul Sommer, inspecteur d'Académie *(Schulrat),* et en usage dans de nombreux établissements allemands :

« L'idée de race dans le IIIe Reich. — Quelles aptitudes qualifient Adolphe Hitler pour être le chef de l'Allemagne et le chancelier du peuple ? — Dieu n'abandonne pas un bon Allemand. — Faites seulement des armes, vous aurez alors tout fait ! — Le national-socialisme, son histoire, ses principes, sa structure. — Le devoir de la propagande nationale-socialiste. — La nécessité de l'orgueil national. — Pourquoi nous avons besoin pour l'avenir de nous orienter vers l'Est ?... »

Ici encore on pourrait multiplier les citations à l'infini. Au surplus la série des Manuels conçus dans l'esprit nouveau est loin d'être achevée. Pour l'histoire en particulier ils ne paraîtront qu'en 1935.

Il est indispensable de signaler que le régime a opéré dans le personnel scolaire et dans les bibliothèques elles-mêmes un travail « d'épuration », ayant pour but de faire disparaître « l'esprit libéral ». Les professeurs suspects de tiédeur envers le régime ont été mis en congé ou à la retraite proportionnelle, les professeurs juifs ont été purement et simplement exclus. Les lycéens sont enrôlés de force dans les groupements de jeunesse hitlérienne. Les étudiants font tous un stage dans les « camps de travail ». Il s'agit de dompter à tout prix les intelligences, de supprimer toute pensée d'indépendance, de couler toute la nation dans le même moule, de faire disparaître toute velléité de liberté de pensée et de recherche scientifique désintéressée et impartiale.

C'est un spectacle dramatique de voir le pays de la science, ou qui se donnait pour tel, tendre toutes les forces de sa passion vers la destruction de l'esprit scientifique !

Ces tendances de la nouvelle pédagogie s'affichent dans une infinité de Manuels et se sont étalées dans les déclarations et communications faites au sein des *Congrès nationaux des représentants des différentes disciplines,* qui se sont tenus à Berlin à Pâques 1934, — au *Congrès international de la Conférence pour l'enseignement de l'histoire*, tenu à Bâle en juin 1934, — au *Congrès international de l'enseignement secondaire,* tenu à Rome en août 1934.

Les syndicats ou associations de professeurs se sont transformés spontanément, pour se mettre au pas du régime nouveau. Tel professeur illustre a cédé sa place de président de la société des spécialistes de sa partie à un collègue engagé plus à fond dans les luttes du parti et mieux en cour auprès des autorités du jour. A ce point de vue, on ne remarque pas de résistance aux volontés des maîtres du jour, dans les milieux universitaires. Les religions se sont montrées heureusement, on le verra, plus courageuses et plus indépendantes que les sciences !

L'auteur de l'article que nous résumons note toutefois que la domination du pouvoir central « n'est supportée qu'impatiemment par de nombreux universitaires, notamment des professeurs de l'enseignement supérieur ». Les milieux officiels reprochent à ces derniers un souci trop absolu de science pure, et par suite le dédain des applications pratiques de leur science.

« On sait aussi, en haut lieu, que les professeurs et surtout les professeurs de Faculté, ne sont pas unanimes à admettre la théorie du racisme aryen comme un dogme indiscutable et intangible, qu'ils souffrent du mépris où le national-socialisme, qui exalte l'instinct et met au premier plan l'entraînement physique et la vigueur corporelle, tient l'intelligence, et protestent timidement contre la fatigue de leurs élèves étudiants qui, soumis à de sévères obligations sportives et militaires, dans les formations de la *Jeunesse hitlérienne* et des *Sections d'assaut,* ont à peine le temps et la force d'étudier. »

Mais les protestations sont discrètes ; elles restent dans le domaine privé et n'oseraient se formuler en public. En silence, donc, les universitaires obéissent aux consignes qui leur sont données. Sous ce rapport, la ressemblance entre l'Allemagne et la Russie, — avec des points de vue diamétralement opposés, — est flagrante. De part et d'autre, c'est la même tyrannie qui pèse sur l'esprit. Jamais il n'a été mieux établi que la science ne suffit pas à créer le respect de l'homme et de sa dignité, et qu'elle est aussi puissante pour détruire que pour construire, si ce n'est plus !

Ajoutons, pour être complet, que les universitaires qui ne se soumettent qu'à leur corps défendant aux directives du régime, ne sont pas les seuls dans l'Université. Peut-être même ne sont-ils pas la majorité. On y trouve des fanatiques de l'hitlérisme.

« Nous les avons entendus, dit M. Fouret, dans les Congrès. » Ainsi les professeurs Brackmann et Thies traduisaient sûrement les vues de leur gouvernement, en invitant les historiens allemands à mettre en évidence, devant leurs élèves, les faits historiques, économiques et géographiques qui « contraignent » la politique allemande à s'orienter vers l'est. M. Brackmann a reproché à ses collègues, les historiens allemands, de ne pas savoir faire comme leurs rivaux polonais l'inventaire des faits qui justifient les revendications politiques et économiques de leur pays.

L'historien doit donc choisir dans le passé les faits qui cadrent avec une thèse officielle du présent.

Il est probable que les historiens allemands qui avaient cru bien faire de souligner le péril du couloir polonais, les droits que l'Allemagne a sur cette région, se trouvent maintenant bien embarrassés depuis qu'il a plu au Führer de faire la paix avec la Pologne et d'orienter la politique de son pays vers l'ouest ! Mais quand on est entré dans la voie où M. Brackmann conviait ses collègues, on n'en est pas à une palinodie près. De même les invitations lancées dans les Congrès d'abandonner l'étude de la langue française, pour lui substituer celle des langues slaves, doivent être considérées actuellement comme inopportunes.

Là où les professeurs du parti étaient plus sûrs de ne pas s'exposer à de telles mésaventures, c'est dans le domaine des études racistes. Il s'agit d'exalter la race germanique et de diminuer les races rivales :

« C'est ainsi que le professeur Ott (Berlin, 1934) prétendit démontrer que le plus clair du génie de Descartes était, si on savait lire et commenter son œuvre, d'origine pragmatiste, que sa philosophie surgissait, non d'un assemblage de concepts, d'un raisonnement abstrait, mais du sol et de la tradition nationale ; c'est le souci de l'utilisation pratique de la science, le sentiment de la communauté ethnique qui l'animent, et non le désir de construire un système philosophique logique et cohérent. Chez Pascal aussi, chez Saint-Simon, dans l'œuvre de Clemenceau, dans les discours de Foch, le professeur allemand trouvera, s'il sait bien chercher, des preuves nombreuses de la faillite de l'intellectualisme, de l'intelligence. »

On cherche donc à détruire le sentiment de « valeur universelle » que l'on attachait jusqu'ici, avec raison, aux travaux de la science pure. Pascal disait : « Vérité en deçà des Pyrénées ! Erreur au-delà ! » Mais il donnait cet axiome comme une marque de la faiblesse de l'esprit humain. Or, les professeurs nationaux-socialistes font de cet axiome leur programme. Il sera entendu, selon eux, qu'il y a une vérité française, qui n'a aucune valeur pour un Allemand. — Arme à double tranchant, du reste, et souveraine imprudence pour les Allemands, car il sera admis avec bien plus de raison, à l'étranger, qu'il y a une vérité allemande, comme il y a une vérité soviétique, qui n'est pas la vérité tout court, mais une illusion voulue et commandée par un système !

Notons au passage qu'il arrive de la sorte à la science ce que l'on reproche parfois à la religion d'avoir subi. Certains philosophes en sont venus à ce qu'ils nomment le « pluralisme », en matière religieuse. A les entendre, il y a une religion vraie pour les races latines, — le catholicisme, semble-t-il, — et une ou des religions vraies pour les autres races, notamment pour la race anglo-saxonne, le protestantisme, naturellement.

Allons-nous assister, au moment même où la science et ses progrès peuvent se vanter d'avoir supprimé la distance, à un morcellement indéfini de l'humanité en secteurs opposés et ennemis, entre lesquels il n'y aura même plus la communauté des principes premiers de la raison ?

Nous avons eu plusieurs fois, ici-même, l'occasion de dire que la manie raciste a abouti, en certains esprits, à des déformations systématiques de l'histoire évangélique elle-même. Ainsi, on prétend vanter l'énergie combative du Christ en face des grands de son peuple. Seul contre tous, il a su maintenir son point de vue. A en croire les exégètes nationaux-socialistes, un tel courage ne pourrait être dû qu'à une origine nordique.

L'auteur de *L'Histoire allemande considérée comme la destinée d'une race,* Zimmermann, dit en propres termes : « On est à peu près sûr que ces caractères de la doctrine de Jésus résultent de l'ascendance raciale (nordique) de Jésus, ascendance qu'il n'est que trop facile d'expliquer dans un pays qui fut fréquemment un territoire de transit et une base offensive des troupes indo-germaniques. » Il a du reste soin d'ajouter : « La preuve historique de cette hypothèse est sans importance : seul l'esprit de la doctrine a une valeur décisive. »

M. Zimmermann ne semble pas se douter, le malheureux, que si Jésus revenait au monde, il s'élèverait avec force contre le pharisaïsme raciste, car l'un des traits les plus frappants de son Evangile fut la condamnation de ceux qui mettaient leur espoir principal dans leur qualité de « fils d'Abraham, » tout comme les hitlériens mettent le leur dans leur qualité d'aryens !

Jésus n'a pas connu de races supérieures. Il n'a connu et prêché qu'une immense fraternité humaine, sous le regard de l'unique Père, qu'il nous a appris à tous à invoquer dans les termes émouvants que l'on sait et que les hitlériens ont sans doute oubliés : « Notre Père, qui êtes aux cieux... »

III

Mais ce que nous voudrions savoir, c'est la réaction exacte de nos frères catholiques d'Allemagne. Dans ce grand et malheureux pays où s'installe la dictature la plus brutale et la plus cynique, le sort des âmes nous intéresse par dessus tout. Si ces lignes tombaient sous les yeux de quelque catholique allemand, nous aimerions qu'il apprît que nous, catholiques de France, nous gémissons avec l'Eglise catholique d'Allemagne, que nous suivons ardemment les phases de la lutte, et que surtout nous prions de toutes nos forces pour que le ciel accorde à nos frères dans la foi le courage, la patience, la ténacité, la fidélité que Dieu attend d'eux, dans les tragiques circonstances qu'ils traversent.

La petite et vaillante feuille autrichienne qui a été citée plus haut, et qui s'adresse chaque semaine aux « Troupes d'assaut » qui soutiennent le gouvernement catholique d'Autriche, suit de très près, on le devine, les événements d'Allemagne. Les catholiques autrichiens sont soutenus dans le combat pour l'indépendance de leur noble pays contre les volontés d'annexion de l'hitlérisme, par la foi ardente qui les anime dans le domaine religieux.

Or, dans cette feuille d'informations, chaque semaine il est question de ce qui se passe en Allemagne. Le n° du 9 novembre, par exemple, avait un article intitulé : « *Nous ne descendons pas aux catacombes !* » L'Eglise catholique allemande, hélas ! s'y trouve refoulée. Mais l'Eglise d'Autriche ne veut pas y descendre. Et l'on nous cite les déclarations singulièrement autorisées du cardinal Innitzer, archevêque de Vienne, au sujet de ce qui se passe en Allemagne.

« Un poids de plomb pèse sur les esprits des persécutés. Les catholiques, en Allemagne, n'ont pas même le droit de parler librement entre eux. Les journaux ne doivent rien dire des institutions catholiques. On n'a pas le droit de communiquer un seul mot au sujet du vaillant archevêque Faulhaber, de Munich.

L'archevêque de Fribourg, Mgr Gröber, a publié récemment un ouvrage intitulé « *Christus, unser Lehrer,* Le Christ, notre Maître, » mais il a été contraint d'arrêter la diffusion de son ouvrage. Il y a quelques jours un monsieur se trouvait auprès de moi et il me disait : « Si vous saviez comme tous les catholiques d'Allemagne ont aujourd'hui les yeux fixés sur l'Autriche ! comme ils soupirent après les nouvelles qui leur viennent de ce pays ! comme ils prient Dieu pour qu'il arme vos courages et vous fortifie contre les menaces de l'Allemagne ! L'Autriche est l'espoir des catholiques du Reich, qui attendent de lui qu'il serve de pont vers un avenir meilleur. »

Tout ce que l'on sait de l'Allemagne confirme cette information. Voici quelques faits. A Munich, un Père Jésuite de nationalité suédoise, qui était étudiant à Innsprück et qui aurait fait là-bas des remarques jugées désobligeantes pour le troisième Reich, a été arrêté et il a disparu sans laisser de traces. La situation de la jeunesse dans les cadres des groupements hitlériens est déplorable. Chaque semaine, des jeunes filles de 13 ou 14 ans sont internées dans des cliniques, en application des paragraphes de la loi concernant le maintien de la pureté de la race. La jeunesse catholique se défend brillamment et cependant tous les efforts sont faits, à l'école, pour pervertir les tout jeunes. Même les catholiques qui n'ont pas vu l'avènement d'Hitler d'un mauvais œil, il y a dix-huit mois, sont maintenant exaspérés et disent : « Plutôt une fin par la terreur qu'une terreur sans fin ! »

Dans le nº du 16 novembre de la même feuille, il est dit, d'après un journal allemand paraissant en Hollande :

« Quiconque veut avoir de l'avenir en Allemagne, actuellement, est contraint de passer par les hautes Ecoles. Mais pour être admis à l'Université, en outre de l'examen traditionnel du baccalauréat (*Abiturientenexamen),* il faut avoir subi l'examen de maturité *national-socialiste*. Je connais un cas précis dans lequel un jeune homme a été questionné sur le point de savoir s'il plaçait l'Etat au-dessus de l'Eglise et s'il était *allemand d'abord et catholique ensuite*. Naturellement ce jeune homme répondit comme doit répondre un croyant. « En ce cas, lui fut-il répondu, vous ne pouvez pas espérer devenir étudiant ! » Dans la lettre émanant du jeune homme, et que j'ai entre les mains, il déclare qu'il accepte volontiers de souffrir pour le Christ et pour l'Eglise. »

Les cas de ce genre ne sont pas isolés, car l'esprit catholique se manifeste avec éclat dans la lutte terrifiante qu'il subit. Le nº du 30 novembre de la feuille citée et dont les informations sont très sûres, nous apprend que la résistance à l'antichristianisme du national-socialisme s'accentue de plus en plus. Sans doute, il y a encore des « innocents » qui ne se rendent pas compte de ce qui se passe, qui attendent, inertes, en s'abandonnant à leur destin de façon passive, qui laissent plutôt se perdre les derniers débris de liberté qui survivent encore dans la presse catholique et ne réagissent pas à la pensée de la perte de la foi au cœur de centaines de milliers de catholiques enfermés dans les camps de travail.

Mais le simple peuple, c'est-à-dire une grande partie de la jeunesse catholique, les associations ouvrières catholiques, qui se maintiennent magnifiquement, ne se préoccupent pas de l'avenir de leur famille, des carrières ouvertes à leurs enfants. On est bien résolu à ne pas laisser passer le néo-paganisme. Les catholiques allemands défendront énergiquement les droits de l'humanité régénérée par le Christ « contre les assassins du 30 juin » (l'expression est textuelle dans la feuille que nous analysons). Ils mettront toute leur fierté patriotique à rester fidèles à leurs traditions religieuses.

La persécution n'en continue pas moins, de la part du gouvernement hitlérien.

Le caractère de cette persécution sournoise et cynique est admirablement décrit dans un bel article de Robert d'Harcourt, dont on sait toute la compétence en cette matière, publié dans la *Revue des Deux Mondes* du 1er décembre. De cette étude, nous tirons la confirmation de ce qui vient d'être dit d'après la feuille autrichienne précitée.

Un réseau de suspicion et de délation enveloppe le catholique. Il est devenu dans le IIIe Reich, un citoyen de seconde zone. Les mailles qui entourent le prêtre, la surveillance hargneuse dont il est l'objet, s'exercent avec plus de violence envers les catholiques d'action. Ceux-là sont inscrits sur les listes noires. Et encore, on se réserve actuellement, jusqu'après le plébiscite de la Sarre. Mais il faut nous attendre à ce que, le plébiscite fait, la guerre au catholicisme reprenne de plus belle. Il ne se passe guère de mois sans que des professeurs d'Université ou des chargés de cours soient brutalement destitués. On reprend contre le catholicisme la politique de Julien l'Apostat, on ferme les établissements du haut enseignement aux catholiques. Ils ne peuvent se défendre librement, on met un bâillon sur les lèvres des victimes. Ce sont bien les catacombes pour les infortunés et glorieux catholiques de ce pays.

Voici une circulaire confidentielle, émanant de la police d'Etat, et qui nous fera voir les procédés employés contre l'Eglise :

« *Confidentiel !* Au centre de police d'Etat de N... nous apprenons que les évêques de Münster, Limburg, Spire, Eichstädt et Rothenburg ont été récemment reçus par le pape en audience privée. Le cours de ces entrevues laisse penser que les affaires d'Allemagne vont être de la part de la politique vaticane, dans un avenir très proche, l'objet d'une attention particulière. Une campagne de presse doit être ouverte contre l'Allemagne. Au sein du clergé, des dispositions sont envisagées prévoyant, dans le cas où le gouvernement prendrait contre les ecclésiastiques continuant à s'occuper de politique, des mesures plus énergiques, la mise en état de carence des églises. Les sanctuaires seraient fermés, tout ministère ecclésiastique suspendu. Je vous requiers de suivre avec une attention spéciale les aspects du mouvement catholique et de me faire part sans le moindre délai des observations que vous aurez pu recueillir. »

On a donc les yeux ouverts sur tous les agissements du clergé. Et l'on se donne au regard du public catholique comme n'ayant d'autre intention que de le défendre contre les prêtres qui volontiers voudraient le priver de la satisfaction d'avoir ses églises ouvertes. Si le clergé esquissait la moindre velléité de résistance ouverte, on chercherait à le rendre responsable de l'arrêt du culte.

Mais on ne saurait douter que le national-socialisme demeure violemment opposé au catholicisme, dans son fond. Dans un congrès réservé aux chefs du parti *(Führerschule)*, qui s'est tenu récemment au pays rhénan, le président de la réunion s'est exprimé ainsi :

« Par principe, le national-socialisme est antichrétien. Nous n'avons pas à prédire le Kulturkampf, nous y sommes déjà en plein. Les catholiques sont si bêtes qu'ils ne s'en aperçoivent même pas. Le Concordat n'a été fait que pour les endormir. La vraie bataille commencera après la Sarre. Si je savais qu'il y eût un clérical au milieu de vous, je le chasserais instantanément. Arrangez-vous pour que, dans les journées de jeunesse du samedi, organisées par l'Etat, la jeunesse soit à ce point fatiguée qu'elle soit dans l'impossibilité d'aller à la messe ! »

Comme on le voit, ce langage est du plus parfait cynisme. On comprend que les évêques se soient plaints de la « profanation systématique » du dimanche. Elle est calculée et voulue !

Seulement, il faut éviter à tout prix que le Concordat soit dénoncé par le Vatican.

Il faut donc conserver à la guerre son caractère sournois, faire une guerre d'usure, il faut que l'on puisse opposer à toute plainte en cour de Rome un facile démenti. Les sous-ordres sont encouragés à prendre des mesures désagréables pour les catholiques, mais de telle façon que les autorités suprêmes du Reich puissent les désavouer s'il y a lieu. Il y a une mauvaise foi flagrante dans les procédés employés ; c'est le culte de la déloyauté en grand !

Pour se rendre compte du danger que court le catholicisme en face de ces ennemis masqués, il suffit de faire attention que c'est surtout par la contamination de la jeunesse que l'on compte arriver à un résultat. L'une des idées les plus ingénieuses dans cet assaut de la tyrannie raciste contre les consciences catholiques a été celle de l'institution du *Landjahr*. Nous n'avons chez nous rien de semblable. C'est l'appellation officielle pour l'année choisie par le gouvernement national-socialiste pour arracher l'enfant à sa famille et l'orienter vers le nazisme, en l'enrôlant de force, pour un an, sous la croix gammée. Vers sa treizième année, l'enfant allemand, sans distinction de confession religieuse, est mobilisé ; il est agrégé à des formations qui vont se promener à travers le Reich pendant un an. Durant douze mois, il est presque totalement enlevé à sa famille, ne pouvant plus correspondre avec elle que par lettre, de loin en loin. L'Etat a soin, dans ces voyages de formation ou plutôt de déformation, de brouiller les religions, en envoyant le petit catholique faire un séjour en pays protestant et le petit protestant en pays catholique, de façon à lui faire perdre le contact avec la religion de son enfance.

On voit le danger. Treize ans ! C'est l'âge de la mue chez le jeune homme. Il est encadré dans un milieu hitlérien. S'il se laisse aller à la contamination, il y aura un apostat de plus ; s'il résiste, il sera en butte à toutes les persécutions, brimé, mis en quarantaine par ses camarades hitlériens. Il se sentira un paria, un lépreux !

N'est-ce pas là une invention diabolique ?

Veut-on maintenant savoir les résultats ? Lisons cette lettre que cite l'article de M. d'Harcourt, et qui émane d'un bon curé bavarois. Rien n'est plus édifiant qu'un document de cette sorte.

« Existe-t-il encore à l'heure actuelle des associations de jeunesse catholique en Allemagne ? Oui. Les organismes restent debout.

Nous avons subi des pertes d'effectifs, pertes variables selon les régions considérées. Je suis pour ma part à la tête de deux groupements de garçons et d'une association de filles. Sur les cinquante garçons, je n'en ai perdu que trois qui ont passé à la H. J. *(Hitler-Jugend :* Jeunesse hitlérienne). Toutes les jeunes filles sont jusqu'ici restées fidèles à leur groupe. Dans le voisinage de ma paroisse, un certain nombre de groupements de garçons ont perdu jusqu'à 50 % de leurs effectifs. Résultat qui n'a pas lieu de surprendre, quand on considère l'immense pression exercée sur nos cadres. Le mot d'ordre qui parcourt le pays est celui-ci : Quiconque n'appartient pas à la H. J. ou aux Sections d'assaut ne recevra pas de travail et sera traité de traître envers l'Allemagne et en citoyen de seconde catégorie. Je pourrais citer un village, à proximité du mien, où, au cours d'une fête, les hommes des S. A. furent seuls admis à pénétrer dans l'enceinte réservée à la danse. Voilà le genre d'intimidation exercée sur notre jeunesse, même dans le plaisir.

Il convient d'ajouter les mille procédés que le gouvernement tient à sa disposition pour favoriser les groupements d'Etat, « Jeunesse hitlérienne, » — « Association des jeunes filles allemandes. » Le corps enseignant, recruté déjà dans le passé en Bavière, comme on le sait, en majeure partie dans les rangs de la libre-pensée, s'emploie avec fièvre en faveur des groupements du IIIe Reich, brime et opprime tout ce qui est catholique. La pression commence à l'école dès les classes enfantines. La jeunesse hitlérienne jouit de tarifs de faveur sur les lignes de chemins de fer ; les associations catholiques sont exclues du tarif réduit. La jeunesse hitlérienne a à sa disposition la maison d'école, les places et les pelouses communales ; les catholiques ont défense de défiler dans la rue. Dans beaucoup de localités, nos groupements n'ont le droit ni de tenir des réunions, ni d'avoir un foyer, une heure de chant, une scène de théâtre. Ce qui n'empêche pas les feuilles nationales-socialistes de continuer à imprimer leur devise : *La liberté et du pain !*

Quelle tristesse pour le curé d'un petit village bavarois de voir en grande pompe pénétrer dans son église les étendards à la croix gammée, qui n'ont pas reçu de bénédiction, pendant que les oriflammes bénits, portant le signe du Christ, sont condamnés à rester enfermés dans les armoires de la sacristie ! Malgré ces vexations, les éléments vivants et actifs de nos associations continuent à tenir bon.

Sur la vie de ces associations, quelques détails, quelques exemples.

A Weiden, en Haute-Franconie, des jeunes filles, appartenant à l'Association féminine catholique de l'endroit, sont brusquement arrêtées, au cours d'une excursion, par une section de la « Jeunesse hitlérienne. » Elles se voient frappées de si brutale manière que leurs corps porteront, pendant plusieurs jours, la marque des bleus, jetées sur le sol, roulées dans le fossé. On leur crache au visage. Bien que l'on connaisse parfaitement les meneurs de la « Jeunesse hitlérienne », les autorités officielles se gardent d'intervenir. A l'intérieur même des églises, par exemple à Amberg, il est arrivé que l'on dépouille les membres de l'Association catholique de la chemise qui leur servait d'insigne. L'étendard du Christ agit sur les gens du IIIe Reich comme le lambeau d'étoffe rouge sur le taureau. La justice, le droit n'existent plus quand il s'agit de nous ! Le Concordat n'est pour le régime nouveau qu'un chiffon de papier !

Quelle est la situation religieuse, à l'intérieur de la « Jeunesse hitlérienne » et de l' « Association des jeunes filles allemandes » ? Très simple : le prêtre catholique n'y pénètre pas. Cette jeunesse est perdue, au point de vue religieux. Tous les indices permettent de prévoir que « l'Eglise allemande » de demain sera recrutée parmi la jeunesse nationale-socialiste des deux sexes. Les catholiques fréquentent le culte protestant et vice-versa. L'idée, la substance religieuse est lentement sapée. La jeunesse n'entend plus la parole des évêques ; les journaux et les revues qu'elle lit son

rédigés en des termes qui font frémir littéralement. Ce sont toujours les *noirs,* — entendez les catholiques, — qui sont responsables de tout.

Voici un extrait tiré d'une circulaire adressée à tous les maires et à tous les chefs des groupes locaux, qui éclaire bien la position du III^e^ Reich à l'égard de l'Eglise catholique : « Un service divin solennel n'est pas prévu dans le cadre de nos fêtes (1^er^ mai). Les autorités compétentes veilleront donc à ce que les directions officielles soient ponctuellement observées et que l'on se garde par exemple de supprimer l'une des manifestations de jeunesse prévues pour la matinée, sous le prétexte d'organiser un prêche en plein air ou quelque cérémonie de ce genre. Liberté entière sera d'ailleurs laissée à tous les citoyens d'assister, comme bon leur semblera, aux manifestations religieuses des deux confessions. Un char fleuri défilera portant la Reine du Printemps, la Reine de Mai, et faisant ainsi revivre un antique usage germanique emprunté pour des raisons d'opportunité par le christianisme, au moment de la conversion des tribus allemandes, et qui survit encore, pendant le mois de mai, et en l'honneur de la reine de Mai, chez les catholiques. »

Voilà donc où nous en sommes en Bavière ! Et que dit de tout cela le peuple ? Le peuple, dans son immense majorité, est consterné et envisage l'avenir avec angoisse et tremblement. On a l'impression de revivre les jours de 1918, les jours de l'effondrement. Tout le monde a l'impression d'une menace suspendue sur les têtes, la sensation qu'il y a quelque chose dans l'air ! »

On voudra bien nous pardonner la longueur de cette citation. Elle nous a paru si intéressante, dans son accent douloureux, que nous n'avons pas voulu en omettre une ligne. Ces simples notes d'un bon curé bavarois nous permettent de saisir sur le vif et dans leur détail concret les manœuvres et les méthodes du nazisme contre la foi catholique. Il s'agit d'une guerre larvée, d'une guerre inlassable, mais faite de chicanes encore plus que de persécutions ouvertes. On s'abstient de mesures trop criantes, mais on n'épargne aux catholiques aucune brimade, aucune manifestation de défaveur, de mépris et d'antipathie.

A vrai dire, nous connaissons cela en France. La franc-maçonnerie nous y a habitués depuis longtemps. Les catholiques allemands suivent le même Calvaire que nous avons suivi. Nous leur souhaitons de savoir profiter de leur dure épreuve, en se serrant courageusement autour de la croix du Sauveur. C'est en de telles conjonctures qu'il faut se redire constamment les belles paroles du Maître : « Que celui qui veut venir après moi se renonce lui-même, qu'il prenne sa croix tous les jours et qu'il me suive. » Le prêtre français a été, on le sait, réduit à l'extrême misère. Les religieux français sont mis hors la loi ; s'ils demeurent en France et s'ils y travaillent, c'est sous la menace constante de lois qui n'ont pas été rapportées et qu'il n'est pas question jusqu'ici de supprimer. L'école laïque forme des athées en série, tout comme le nazisme peut former des païens.

Si une accalmie s'est produite chez nous, en ce moment, c'est parce que les politiciens sont tombés dans le discrédit par suite des formidables scandales qui les ont couverts de honte.

N'insistons pas, le parallélisme serait trop long à pousser jusqu'au bout. C'est dire que nous sommes en mesure de comprendre et de partager, avec une véritable charité fraternelle, les épreuves de l'Eglise catholique allemande. L'athéisme militant traverse les frontières ; les athées se tendent la main, de peuple à peuple, pour leur œuvre infernale. C'est bien le moins que nous en fassions autant, entre chrétiens et catholiques !

Si nous disons cela, c'est que la revue allemande *Die Schönere Zukunft,* dans son n° du 2 décembre et sous la plume de M. Eberle, son directeur, exprime des craintes qui nous paraissent adressées à notre pays, et qui nous semblent dépourvues de tout fondement.

M. Eberle est un vigoureux polémiste. Sa revue est bien rédigée et intéressante. Il nous apparaît cependant qu'elle manque très souvent de sérénité et d'impartialité quand il s'agit de la France. M. Eberle est gallophobe « à pleins gaz », pourrait-on dire. Il ne manque pas une occasion de dire et de répéter que la situation lamentable de l'Allemagne est due à l'intransigeance de la France. A l'entendre, c'est le maudit traité de Versailles qui est cause de tout le mal. Mais il ne se demande pas qu'est-ce qui a causé le traité de Versailles et pourquoi il a pu revêtir, à l'égard de l'Allemagne, des formes humiliantes pour ce grand pays.

Nous n'allons pas, du reste, instituer avec lui sur ce point délicat une querelle qui serait aussi vaine que superficielle. Le traité de Versailles est dans le même plan philosophique que le déclanchement de la guerre de 1914. La guerre et le traité appartiennent à un ordre de civilisation que nous maudissons parce que l'esprit de l'Evangile en était et en est encore absent. Ce que nous demandons à un publiciste catholique, tel que M. Eberle, c'est de ne pas s'en tenir à un fait isolé, c'est de voir les faits dans leur enchaînement logique et leur esprit général !

Ce que nous lui demandons aussi, c'est d'être juste lorsqu'il parle de nous, et de savoir répartir les torts quand il nous attaque. Il ne faut pas toujours frapper la poitrine des autres, il est bon, — et un catholique en particulier doit savoir le faire, — de frapper aussi la sienne.

Nous ne voyons par ailleurs aucun lien direct de causalité entre la persécution anticatholique et antichrétienne et le traité de Versailles. Que l'on nous dise que ce traité a engendré le national-socialisme et a fait son succès formidable : nous y consentons, encore que cela serait à examiner de près. Mais nous ne voyons pas pourquoi un patriotisme exaspéré devait nécessairement se tourner contre la religion chrétienne. Logiquement, le contraire était sinon plus, du moins aussi vraisemblable. Si nous nous plaçons au point de vue hitlérien, nous ne voyons pas qu'il se prépare à une revanche plus éclatante en commençant par déchaîner le Kulturkampf en Allemagne. Un patriote à tout crin aurait dû d'abord faire l'unité dans le pays, en proclamant bien

haut la trêve religieuse, la paix religieuse même. Il n'y a rien qui affaiblisse davantage l'hitlérisme que son attitude envers la religion chrétienne. Nous sommes payés pour savoir, en France, que la franc-maçonnerie, par ses injustices et son sectarisme, a plus affaibli la France qu'elle ne l'a fortifiée.

Admettons encore une fois que le traité de Versailles ait engendré Hitler. Ce n'est pas le traité de Versailles qui a mis auprès d'Hitler les théoriciens fantaisistes et fantastiques du nordisme ou du racisme aryen.

Après quoi, que M. Eberle soit bien convaincu qu'il enfonce une porte ouverte, lorsqu'il veut nous prouver que l'on n'a pas le droit de reprocher au clergé allemand et notamment à l'épiscopat une attitude trop résignée, un courage trop tiède, une résistance trop alanguie, en face des furieux assauts du nazisme. Bismark était vainqueur, quand il déchaîna le *Kulturkampf*.

Nous trouvons tout naturel qu'on nous dise : « Assurément le catholicisme allemand n'est pas formé uniquement de confesseurs et de martyrs, mais il demeure tout de même glorieux dans sa confession et dans son sacrifice. » La France catholique a applaudi jadis au courage des catholiques allemands, quand ils avaient à lutter contre le « Chancelier de fer. » Elle n'applaudit pas avec moins de chaleur, aujourd'hui qu'elle les voit aux prises avec le « Chancelier bavard. » L'épiscopat allemand en particulier a ajouté, en ces derniers mois, des pages magnifiques à l'histoire du catholicisme. Le cardinal Faulhaber se comporte avec une dignité, une majesté, une constance dignes des Athanase et des Basile. Et il n'est pas le seul. Il faudrait nommer, auprès de lui, tous ses collègues de l'épiscopat : le cardinal Bertram, les évêques Galen, Preysing, Kaller, Bares, Bornewasser, Sproll, etc. Nous ne citerons ici que quelques lignes de l'archevêque de Fribourg, Mgr Gröber, qui ne s'était pas signalé jusqu'ici par la véhémence de son opposition au nazisme. Nous disions plus haut qu'il a publié récemment, chez Herder, une brochure intitulée : *Le Christ, notre Maître*. Cette brochure a été interdite par les autorités nationales-socialistes ; puis, récemment, elle a été autorisée, après quelques modifications. On y trouve les lignes vibrantes que voici :

« Nous devons aujourd'hui constater, avec douleur, que, sous le couvert des théories de la race et du sang, une guerre sans précédent dans le passé a été déchaînée contre le Christ, guerre qui a atteint les plus larges couches de la nation et en première ligne la jeunesse allemande. La bataille s'est engagée sur les fondements même du christianisme. Elle se joue sur la personne du Christ, sa doctrine et son œuvre. Les bases de l'édifice doctrinal chrétien sont violemment sapées. On repousse le concept de Dieu basé sur le monothéisme. On répudie le dogme de l'immortalité de l'âme individuelle. La personne même de Jésus est rejetée, comme ayant fait son temps, comme dépassée par l'évolution actuelle, comme étrangère et inadaptable aux conceptions modernes, comme hostile au caractère national. Les dogmes chrétiens sont combattus comme contraires au sang allemand et au caractère spécifique du peuple germanique, comme ne pouvant répondre qu'aux besoins des races inférieures d'Asie mineure. On repousse l'enseignement moral du Christ en l'accusant de réduire l'humanité à un état d'esclavage en face de la divinité, en l'accusant d'incarner un finalisme malsain et contre nature, en l'accusant enfin d'amoindrir chez l'homme, par l'imposition d'une loi de douceur, d'humilité et d'amour du prochain, la joie de l'action et le sentiment de la dignité personnelle et de dégrader la conception de la loi morale, en lui proposant une morale intéressée et salariée. Le concept de rédemption est stigmatisé comme un témoignage d'épuisement et de lassitude ethniques, ou comme une imagination de synagogue. De l'Eglise du Christ, on assure qu'elle n'est qu'une secte d'origine étrangère, meurtrière de la race allemande, en raison de son internationalisme, responsable du déclin de la race nordique, en raison de son essence romaine et impérialiste. Ainsi, de partout est menée une guerre sauvage, animée par la plus brûlante des haines, contre le Christ et sa doctrine, guerre qui ne se distingue des offensives précédentes que par le monopole que s'assurent aujourd'hui nos adversaires, dans l'attaque et la propagande, par la parole et l'imprimé, alors que jadis, les tenants du Christ jouissaient d'une liberté de défense presque illimitée.

Au fond, à la regarder de près, cette guerre religieuse n'est que la continuation de la vieille guerre bourgeoise marxiste et libre-penseuse. En gardant son fond d'antichristianisme, elle a su, avec une étonnante rapidité, s'adapter à des conditions nouvelles, en se couvrant du masque d'un germanisme guerrier. Cyniquement, ouvertement, bruyamment, est proclamé le but final du combat : l'éviction totale du christianisme de l'âme populaire allemande et son remplacement par « la foi allemande. » Citons des textes : « L'enjeu est aujourd'hui Siegfried ou Jésus. » (Widar, 1933). — « Le saint Empire allemand sera basé sur le fond éternel du paganisme nordique ou il ne sera pas. » *(Nordische Zeitung)*.

Nos adversaires se conduisent comme de jeunes démolisseurs, qui ont la bouche pleine de leurs talents et de leurs capacités, mais qui ont l'air d'ignorer le vide et le néant de leur phraséologie bruyante. Nous autres catholiques d'Allemagne, ils ne nous effraient pas. Le moment viendra bien où enroués, ils seront contraints de se taire. Le plus grand crieur ne peut pas toujours crier. Il arrive un moment où le fleuve le plus torrentiel et le plus dévastateur est contraint de s'arrêter. »

Ce passage nous donne le ton sourdement énergique et puissant de la riposte des catholiques allemands aux blasphèmes insensés dont on essaie de les submerger.

Et cela nous suffit pour nous rendre compte de l'intensité de la lutte pour ou contre l'Evangile qui se livre au-delà du Rhin.

Encore une fois, prions ardemment pour nos frères engagés dans la rude mêlée. La cause de l'Evangile est partout la même. Une civilisation qui s'écroule en vient à repousser l'unique Sauveur. A nous de serrer nos rangs autour de l'étendard menacé du Christ. Ce n'est pas seulement *nos* âmes qu'il faut sauver, ce sont les âmes

même de ceux qui nous menacent et nous haïssent. Jamais il n'a été plus nécessaire d'appliquer la parole du Christ : « Priez pour ceux qui vous persécutent ! »

Pour être complet, il nous faudrait parler maintenant de la résistance protestante aux prétentions du racisme hitlérien. Ici, le péril était plus grave. C'est en effet au cœur même de l'Eglise luthérienne que ce danger éclatait, puisqu'il se rencontrait un homme capable d'accepter la situation d'évêque d'Empire et d'entreprendre de soumettre le christianisme aux exigences du racisme.

Heureusement pour l'honneur du christianisme luthérien, la résistance aux ambitions de M. Müller a été assez forte pour déjouer ses honteux calculs. Il a été, on le sait, momentanément réduit au silence. Il y a lieu d'espérer que les projets qu'il couvrait de son nom sont abandonnés. M. d'Harcourt écrit avec justesse : « Nous ne faisons aucune difficulté de reconnaître que les évêques protestants de Hanovre, de Wurtemberg, de Bavière, qu'un homme comme l'intrépide pasteur de Dalhem, Martin Niemöller, l'ancien capitaine de sous-marin, font aujourd'hui, dans la pleine portée du terme, figure de héros. »

Le jour même où Ludwig Müller, évêque d'Empire, était intronisé dans sa cathédrale de Berlin, sous l'égide de la croix gammée, une déclaration fut lue à Anspach par le vaillant évêque de Bavière, le Dr Meiser, et à Dalhem-Berlin par le Dr Niemöller, en présence d'une foule vibrante bien que silencieuse :

« Nous condamnons les doctrines d'erreur qui, par-dessus les confessions, visent à l'établissement d'une Eglise nationale-allemande, avec un fond de pensée emprunté à la *foi allemande* [1].

Parce que tel est leur but, le Reichsbischof Müller, l'administrateur Jäger et tous les hommes qui les suivent, se sont exilés eux-mêmes de la communauté chrétienne ; ils ont abandonné le terrain de l'Eglise chrétienne ; ils ont perdu tous leurs droits dans cette Eglise. De cette séparation dûment constatée, la communauté chrétienne doit tirer toutes les conséquences. L'Eglise du Reich a réussi, par une série d'interventions aussi contraires au droit qu'à la foi, en dépit de la résistance des communes fidèles à leur confession, à destituer de leurs emplois les autorités ecclésiastiques régulières et à instituer un régime de violence. Pour couronner l'œuvre, on essaiera d'étouffer, de plus en plus, la prédication de l'Evangile, de l'Evangile véritable et intégral. Dans beaucoup d'endroits les consciences sont soumises à une intolérable pression, en même temps qu'est faussée et falsifiée la prédication religieuse. Devant ce péril, le Conseil fraternel du synode confessionnel de l'Eglise évangélique d'Allemagne considère comme la tâche qui lui est spécialement dévolue par Dieu de continuer la lutte sans peur et sans faiblesse, pour qu'à notre chrétienté protestante demeure assuré le message évangélique... Seule l'Eglise fidèle à la confession fondée sur la parole de Dieu selon les directives de la Réforme, représentée par le synode confessionnel et son conseil de frères, constitue, à l'heure actuelle, l'Eglise évangélique allemande régulière et légale. »

La « nordification » de l'Evangile est donc repoussée à la fois par les luthériens et les catholiques. La lutte est cependant en cours. Nous devons attendre la suite.

IV

Puisque nous sommes en Allemagne, restons-y pour étudier en terminant cette question gravement controversée entre les historiens : la Réforme protestante a-t-elle eu une influence de cause à effet sur la Révolution française ?

Ce problème a été remis sur le tapis par M. Louis Dimier dans un ouvrage intitulé : *Histoire et causes de notre décadence*. On trouve dans cette étude intéressante, la déclaration que voici :

« Depuis le faux enseignement de l'école mennaisienne, les déclamations qu'elle inspire ont fait passer en lieu commun que la Révolution française découle de la Réforme protestante. L'une et l'autre n'ont cependant en commun aucun principe, et comme, d'autre part, l'histoire des écoles politiques et philosophiques ne découvre aucune filiation de l'une à l'autre, c'est une maxime à laquelle il faut renoncer. »

Contre cette opinion de M. Dimier, M. Gustave Neyron s'élève *(Etudes,* 20 novembre) dans un article intitulé : *La Réforme et la Révolution, Y a-t-il entre elles filiation ?*

Il est certain qu'à première vue on peut relever de très grandes différences entre la Réforme et la Révolution. D'une part, en effet, la Réforme a porté jusqu'à l'absurde le dogme de la déchéance originelle, tandis que la Révolution, éminemment rousseauiste, repose sur l'idée que la nature humaine est originairement bonne. Sur le terrain social, la Révolution a détruit les restes du servage, elle a proclamé la liberté civique, elle a établi l'égalité. La Réforme au contraire, en Allemagne surtout, a favorisé le pouvoir absolu, elle a remis aux princes la toute-puissance sur les âmes comme sur les corps. Elle a repoussé durement les revendications des paysans, qu'elle a écrasés dans la plus sanglante des répressions. En France même, la Réforme fut sans doute anti-absolutiste, mais elle demeura éminemment aristocratique. Ni Condé, ni Coligny, ses chefs principaux, ne peuvent compter comme démocrates dans l'histoire.

Le calvinisme fut donc chez nous surtout féodal, comme du reste en Allemagne il se montrait anti-impérialiste et ne favorisait que les anciens grands feudataires, heureux de se hisser jusqu'au pouvoir absolu et totalement indépendant.

Nous ne chicanerons pas sur ces oppositions. Et pourtant nous croyons, comme M. Neyron, qu'il

[1] Pour comprendre ce mot, il faut se rappeler que le mouvement de « foi allemande » est le mouvement néopaïen, qui se groupe autour des professeurs Hauer, Wirth, Bergmann, Günther, etc., et qui tend à la restauration du paganisme allemand primitif.

faut maintenir le lien causal entre la Réforme et la Révolution.

Pour mieux résoudre le problème, examinons la question toute voisine du *libre examen.*

On dit couramment que le luthéranisme a institué le libre examen. Et, à ne considérer que les documents et leur sens littéral et historique, la chose est radicalement fausse. Jamais Luther n'a dit que l'homme avait le droit de se faire en matière religieuse ou biblique l'opinion qu'il voulait ou qu'il pouvait, sans qu'aucune puissance humaine puisse s'y opposer. Calvin est encore plus éloigné d'un pareil sentiment. John Knox, l'auteur de la Confession écossaise, suit Calvin pas à pas. Notre Confession gallicane, de 1559, est formelle sur ce sujet de l'interprétation de la Bible. Pour Luther, comme pour Calvin, comme pour Knox, comme pour les rédacteurs de la Confession gallicane, la raison humaine, la raison individuelle ou collective n'a absolument rien à voir dans l'intelligence et l'interprétation biblique. Seul *l'Esprit-Saint* a le droit d'interpréter la Bible; seul il comprend la parole de Dieu qu'il a dictée. Il n'y a donc pas d'erreur condamnée plus formellement par les premiers chefs du protestantisme que celle du libre examen.

Et pourtant il est bien vrai que le libre examen s'est introduit à la suite de la Révolution protestante et qu'il en est une authentique conséquence, mais une conséquence aussi imprévue, aussi formellement rejetée qu'inévitable.

Luther disait : L'Esprit-Saint est avec moi. Zwingli en disait autant. Karlstadt invoquait l'Esprit-Saint plus fort que tous les autres. Et Münzer et Schwenkfeld, et plus tard Calvin et Knox se réfèrent tous au même Esprit éternel et immuable. Mais sur des points essentiels, ils se contredisent. Ils s'anathématisent les uns les autres. L'histoire impartiale, d'accord en cela avec la logique la plus élémentaire, est bien obligée de conclure : en fait d'Esprit-Saint, ils avaient surtout leur propre esprit à eux. Ils repoussaient le libre examen, sur le papier, mais ils le pratiquaient en fait, plus ou moins à leur insu. Et après eux, tous ceux qui les ont suivis ont fait comme eux. Le libre examen s'est introduit par leur exemple plus fort que leurs dénégations intéressées et peut-être sincères.

Or, ce qui s'est produit pour le libre examen s'est produit pour tout l'ensemble de l'évolution des idées politiques et sociales. La Réforme a rompu le front chrétien. Elle a donné le signal du particularisme national, se substituant à l'unité de la chrétienté médiévale. Elle prétendait sauver le christianisme en l'adaptant aux conditions de la société moderne; en fait, elle l'a terriblement affaibli, en le divisant. Nous accordons que ce n'est pas elle qui a créé le mouvement néopaïen d'où est sortie l'*Encyclopédie* au XVIII^e^ siècle. Mais ce mouvement néo-païen, refoulé même au début par elle, est reparu plus fort grâce à elle, dans la suite. Le spectacle des divisions religieuses, aboutissant, sous la pression d'intérêts politiques, économiques ou sociaux, à des luttes formidables, faussement qualifiées de Guerres de religion, a troublé les esprits, leur a donné à croire que les religions positives ne sauraient réaliser l'unité des esprits, que la raison seule devait prendre en main la conduite de l'humanité égarée par les dogmes. Ce que nous appelons dans notre histoire le *libertinage,* c'est-à-dire le développement de l'*esprit libertin,* ce que les Anglais devaient, après Toland, appeler la libre-pensée, est ainsi une conséquence *indirecte,* mais *certaine* de la rupture de l'unité religieuse occidentale opérée par la Révolution protestante.

C'est dans l'esprit libertin français, dans la libre-pensée anglaise, dans le *Dictionnaire* de Bayle, qui en procédait, qu'il faut chercher les origines de l'*Encyclopédie* et de ce que ce mot résume, à savoir, la philosophie déiste et librepenseuse du XVIII^e^ siècle.

Lorsque nous parlons des origines intellectuelles de la Révolution, il faut chercher là et nulle part ailleurs.

Mais il semble que la question soit encore mal posée. Pour découvrir les causes d'un grand événement historique, la première tâche à accomplir est de préciser les caractères dominants de cet événement. La Révolution, c'est tout un monde. Qu'entendons-nous précisément par là ? — Nous entendons, il me semble, un transfert de souveraineté du roi à la nation, en premier lieu, et ce transfert s'explique par les théories nouvelles de la souveraineté venant de Locke et de la Révolution anglaise de 1788, puis aboutissant au Contrat social de Jean-Jacques. — Nous entendons ensuite le triomphe des juristes sur le clergé, et cela s'explique par la vieille rivalité des juristes ou légistes contre les clercs, remontant à Philippe le Bel, et s'épanouissant dans les Parlements jansénistes et gallicans du XVIII^e^ siècle. — Nous entendons encore la lutte de la raison contre la religion révélée, et c'est là qu'il faut faire intervenir l'*Encyclopédie*, le *Dictionnaire* de Bayle, l'esprit fort des libertins du XVII^e^ siècle, les conflits religieux qui ont ébranlé la foi en la révélation, mais il faut aller jusqu'à la Renaissance italienne. Il faut réunir l'esprit fort et l'esprit étatiste dans Machiavel, et l'on aboutira à faire de ce personnage l'un des initiateurs les plus certains de la Révolution. — Nous entendons enfin par là, le triomphe de la bourgeoisie, partie supérieure du tiers état, qui réussit à confisquer la Révolution à son profit. Et pour expliquer cette prépondérance de l'argent, il faut recourir à l'évolution économique, à la naissance et au développement du capitalisme par le commerce, la banque, l'industrie naissante.

Quand donc nous mettons en regard ces deux termes : la Réforme et la Révolution, il faut voir comment la Réforme a servi le capitalisme naissant, — comment elle a favorisé le machiavélisme ou réalisme politique et diplomatique, — com-